

## 10 leçons de la conférence de Santa Marta : le début de la fin des énergies fossiles ?

Benoit Faraco\*

Lors de la conférence de Santa Marta sur la sortie progressive des énergies fossiles qui s'est tenue à la fin du mois d'avril 2026, la France a été l'un des premiers pays à présenter sa feuille de route nationale décrivant comment elle entendait mettre fin à l'utilisation du charbon d'ici 2030, à la consommation de pétrole à l'horizon 2045, et de gaz fossile en 2050, afin d'atteindre à cette date la neutralité climatique. Quelques semaines après la validation définitive de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) publiée par décret le 12 février, la France, après avoir cherché, avec l'UE, à faire inscrire l'idée d'une feuille de route internationale pour une transition progressive vers une sortie des énergies fossiles dans le résultat de la COP30 à Belém, a assumé son rôle de leader dans la transition énergétique. Cette thématique, pourtant au cœur des négociations sur le climat depuis le premier bilan mondial de l'accord de Paris en 2023 (COP28, à Dubaï), semblait pourtant battre de l'aile. Face à l'opposition des pays émergents et des pays pétroliers, le Brésil a finalement conclu la COP30 en annonçant, d'une part, qu'il développerait sa propre feuille de route nationale, et d'autre part, que le président de la COP, André Corrêa Do Lago, présenterait en 2026 une feuille de route sur le sujet, réalisée en son nom propre. En complément, les Pays-Bas et la Colombie prenaient l'initiative de réunir une « coalition des ambitieux » à Santa Marta, pour appuyer cette dynamique.

### Après les débats difficiles de la COP30, la transition énergétique est redevenue à la mode

Le conflit dans le golfe Arabo-Persique a plongé le monde dans une crise énergétique majeure, dont les effets commencent à peine à se faire sentir. Et pour de nombreux pays jusqu'à hésitant à avancer sur le climat, sensibles aux arguments avancés par les pays pétroliers, cette deuxième crise énergétique en moins de 5 ans a jeté un éclairage neuf sur le multilatéralisme et les négociations climatiques. Perçues comme en déclin, 10 ans après l'adoption de l'accord de Paris, ces dernières sont redevenues « à la mode », parce qu'elles constituent la seule boîte à outils internationale permettant de rassembler et de déployer les solutions de mise en œuvre de la transition énergétique, qu'il s'agisse de la production d'énergie décarbonée ou de l'amélioration de l'efficacité énergétique.

La question de la sortie des énergies fossiles n'est pas nouvelle dans les négociations sur le climat. À Glasgow en 2021 (COP26), les débats s'étaient concentrés sur le charbon, qui est de loin l'énergie fossile la plus abondante et la plus également répartie sur la planète, mais aussi la plus polluante. Malgré de nombreuses hésitations des négociateurs, pour la première fois une COP fixait un objectif, celui d'une sortie du charbon<sup>1</sup> dans les systèmes énergétiques, tout en insistant aussi sur la nécessité de mettre fin aux subventions inefficaces aux énergies fossiles.

Ce premier pas, alors que l'accord de Paris ne mentionne pas les principales sources d'émissions de gaz à effet de serre<sup>2</sup>, allait vite se confirmer. Deux ans après, en 2023, lors de la COP28,

\* Ambassadeur chargé des négociations sur le changement climatique, pour les énergies décarbonées et pour la prévention des risques climatiques.

## 10 leçons de la conférence de Santa Marta : le début de la fin des énergies fossiles ?

les parties à l'accord de Paris adoptaient dans le premier bilan mondial (*Global Stocktake*, GST) deux principes clés : d'une part, celui d'opérer une transition juste, ordonnée et équitable pour la sortie des énergies fossiles dans les systèmes énergétiques, et de l'autre, de mettre fin à la déforestation d'ici à 2030. Ces deux objectifs, qui couvrent plus de 70 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, sont complétés par plusieurs objectifs sectoriels : tripler la capacité des énergies renouvelables d'ici 2030, doubler le taux annuel d'amélioration de l'efficacité énergétique ou encore viser une sortie du charbon dans la production d'électricité, et accélérer la réduction des émissions de méthane.

Une partie de ces objectifs sont en passe d'être atteints. Au niveau mondial, la réduction spectaculaire des coûts des énergies renouvelables, en particulier du solaire et de l'éolien, a conduit à un boom sans précédent. Depuis quelques années, la puissance renouvelable installée dépasse largement les nouvelles installations fossiles. Des États-Unis à la Chine en passant par l'Europe et l'Afrique, quelles que soient les politiques publiques, les nouveaux besoins en électricité sont largement pourvus à partir de sources renouvelables.

Et pourtant, malgré ces vents favorables, année après année, la production et la consommation d'énergies fossiles ont battu des records. Malgré la crise énergétique de 2023, liée à la guerre d'invasion de la Russie en Ukraine, qui a conduit au niveau mondial à une flambée des prix, la dépendance de nos économies aux énergies fossiles demeure une constante de notre modèle énergétique. Ces dernières représentent 80 % de la production d'énergie mondiale. En 2023 puis en 2024, les consommations de pétrole, de gaz et de charbon ont battu des records, comme elles le font chaque année depuis 2015, malgré l'adoption de l'accord de Paris. La bataille est donc loin d'être gagnée.

### La géopolitique internationale de l'énergie révèle de nouveaux clivages

Début 2026, avant le début du conflit dans le golfe Arabo-Persique, la réunion des ministres de l'Énergie de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) en février faisait apparaître deux visions radicalement opposées de la scène énergétique mondiale.

Pour les principaux producteurs d'hydrocarbures, conduits par les États-Unis — devenus en moins de 10 ans la première puissance gazière et pétrolière mondiale —, le concept « d'abondance énergétique » était au cœur d'un projet politique qui tournait le dos, définitivement, à l'accord de Paris. Cette vision était celle d'un monde où le développement débridé des énergies fossiles accompagnait à la fois la numérisation de l'économie, mais aussi l'industrialisation et la sortie de la pauvreté des personnes, principalement en Afrique et dans les zones rurales n'ayant pas accès à des services énergétiques modernes, rendue possible notamment par l'arrivée massive sur le marché de la production de nouveaux gisements de gaz.

Dans les scénarios prospectifs de 2025, qu'ils émanent de l'AIE ou des principales compagnies d'hydrocarbures, l'offre en énergies fossiles semblait pour les prochaines années largement répondre à la demande. Cela conduisait à des analyses prévoyant des prix pour le pétrole, le gaz et le charbon orientés à la baisse, se rapprochant dans certains scénarios des prix d'avant-crise. Le concept d'abondance énergétique, qui sera à l'ordre du jour du G20 sous présidence américaine, s'inscrit dans un narratif opposant à tort les objectifs de sécurité énergétique et de transition vers la neutralité climatique, alors même que la réduction de la dépendance aux énergies fossiles constitue aussi un levier de sécurité énergétique. Ce narratif se nourrit aussi d'opérations de désinformation, visant notamment à minimiser les risques associés au changement climatique, voire à questionner les liens pourtant évidents entre énergies fossiles et changement climatique. Après la fermeture du détroit d'Ormuz,

ce nouveau narratif énergétique a désormais du plomb dans l'aile.

L'autre approche, portée principalement par des pays dépendant des importations d'énergies fossiles, peinait à se faire entendre, donnant l'impression de subir cette nouvelle donne énergétique et ce malgré les bons résultats économiques des alternatives aux énergies fossiles. Cette coalition a toutefois tenu bon lors de la COP30, qui a, malgré des résultats décevants sur la question de la réduction des émissions, permis de confirmer l'adhésion de l'ensemble des pays à l'accord de Paris.

### **La France, première puissance électrique européenne, est à la pointe de l'engagement pour le climat et la souveraineté énergétique**

Dans cette nouvelle compétition économique mondiale, la France est dans une position avantageuse. Elle produit bien plus d'électricité qu'elle n'en consomme, décarbonée à plus de 95 %, et à des coûts très compétitifs en Europe, ce qui lui donne une capacité d'exportation importante (et rapportant environ 10 milliards d'euros sur la balance du commerce extérieur depuis 2023), mais aussi la capacité d'accueillir de nouvelles installations industrielles et numériques.

Déjà en 2023, devant la COP28, le président de la République était le premier à évoquer des horizons de sortie des différentes énergies fossiles, avec un horizon à 2030 pour le charbon, 2045 pour le pétrole, et 2050 pour le gaz fossile. Fondée sur les données scientifiques sur le climat, mais aussi sur la conviction que les sujets de sécurité et de souveraineté énergétique seraient déterminants dans la géopolitique actuelle, et qu'une économie nouvelle de l'énergie était en train d'émerger, cette vision est désormais ancrée dans les textes qui guident notre politique énergétique.

Ainsi, la feuille de route de sortie progressive des énergies fossiles présentée par la France à Santa Marta synthétise la Programmation pluriannuelle de l'énergie et le projet de 3<sup>e</sup> Stratégie nationale bas carbone, qui portent le projet de réduire la part des énergies fossiles de 60 % environ en

2023 à moins de 30 % en 2035, permettant d'économiser entre 20 et 40 milliards d'importations de gaz et de pétrole à l'horizon 2030 selon les analyses réalisées par le Secrétariat général à la planification écologique.

Cette feuille de route rappelle les objectifs français de sortir du charbon dans le système énergétique en 2030 (et par anticipation de fermer ou de reconverter les deux dernières centrales à charbon d'ici 2027), et de viser 2045 pour une sortie du pétrole, puis 2050 pour le gaz fossile. Cette feuille de route est une forme de nouvelle déclaration d'indépendance énergétique, qui investit lourdement dans les réseaux, les énergies renouvelables et le nucléaire. Fondée sur la transformation des usages de l'énergie, elle est renforcée par le plan d'électrification, qui confirme un changement d'échelle pour électrifier les usages de l'énergie dans le transport, les logements et l'industrie, et accompagnée d'une vraie logique industrielle pour produire en Europe véhicules et batteries. Elle assume la volonté de la France de devenir un «*electro-state*», s'engageant sur la maîtrise de l'ensemble des chaînes de valeur industrielles associées à la transition énergétique.

### **Le Pacte vert de l'Union européenne, qui tourne le dos aux énergies fossiles, est la pierre angulaire de la réduction des dépendances européennes**

L'Union européenne se projette désormais elle aussi dans un futur où les énergies fossiles sont progressivement remplacées par le nucléaire et des sources renouvelables, et un renforcement des interconnexions. Lors de son intervention à Santa Marta, le commissaire européen Wopke Hoekstra, chargé du climat, a rappelé que l'Europe perdait chaque jour un demi-milliard d'euros depuis le premier jour du conflit dans le Golfe, soulignant l'importance stratégique d'une transition rapide vers la sortie des énergies fossiles, qui, au-delà des enjeux climatiques, renforcerait fortement l'autonomie stratégique du vieux continent. Cette transition est au cœur du *Green Deal*, qui, de la consommation de pétrole des voitures à la production de carburants alternatifs pour les transports aériens et maritimes, en passant par

## 10 leçons de la conférence de Santa Marta : le début de la fin des énergies fossiles ?

le renforcement du prix du carbone, prévoit de réduire significativement le rôle du pétrole, du gaz et du charbon à horizon 2035. Cette stratégie, qui a été sous le feu des critiques après les élections européennes de 2024, est pourtant celle qui organise progressivement et bien avant 2050 la sortie des énergies fossiles de notre système énergétique, telle que la prévoit la nouvelle contribution européenne à l'accord de Paris.

Malgré les critiques et les tentatives de retour en arrière, le Pacte vert représente une boussole pour organiser cette transition, sans laquelle l'Europe restera dépendante, pour son approvisionnement énergétique, des importations de géographies lointaines. À son adoption, ce pacte était incomplet. Il n'intégrait pas réellement de vision stratégique pour s'assurer que l'industrie européenne prenne toute sa part dans la croissance de la production de biens situés sur l'ensemble de la chaîne de valeur de la transition. Ce défaut est en cours de correction, avec par exemple les annonces récentes de la Commission qui assument enfin un engagement en soutien des chaînes de valeur européennes dans de nombreux domaines clés de la transition.

### **L'abondance énergétique, ce sont les énergies renouvelables, le nucléaire et les réseaux électriques**

Ces tendances européennes à produire localement l'énergie que nous consommons, fortement critiquées par les mouvements populistes préférant l'asservissement énergétique à l'indépendance, sont donc redevenues à la mode en quelques semaines. Comme certains observateurs l'ont fait habilement remarquer, si un conflit ou un choc géopolitique peut en quelques jours faire tripler le prix du baril de pétrole, le vent et le soleil traversent toujours le détroit d'Ormuz, sans restriction.

La crise énergétique actuelle a largement contribué à renforcer l'intérêt du travail sur la sortie des énergies fossiles. En Asie et dans le Pacifique, les menaces sur la sécurité d'approvisionnement énergétique ont par exemple conduit les gouvernements à prendre des mesures parfois

radicales pour limiter les consommations. Dans bon nombre de pays parmi les plus pauvres, les autorités n'ont eu à leur disposition que de mauvaises options : soit laisser filer les prix, avec des effets économiques et sociaux dévastateurs, soit subventionner massivement les prix à la consommation, grevant les capacités d'investissement publiques. La deuxième crise énergétique en moins de 5 ans a permis d'ancrer clairement chez les décideurs publics et économiques une réalité : la souveraineté et l'indépendance énergétiques ne peuvent pas venir durablement des énergies fossiles.

Car oui, l'abondance énergétique est possible. Elle repose sur des systèmes énergétiques ancrés sur une base décarbonée, avec aussi bien des renouvelables que du nucléaire, un renforcement sans précédent des réseaux électriques ainsi que l'intégration du stockage, et une électrification de tous les usages qui peuvent l'être. Réseaux, énergies décarbonées et électrification sont en quelque sorte le tiercé gagnant qui permet de cocher à la fois les cases de la souveraineté, de la sécurité d'approvisionnement énergétique, de la compétitivité, et du contenu local. L'abondance énergétique, par la sortie des énergies fossiles, mais aussi par le développement de la sobriété, c'est également la résilience, dans un monde où l'incertitude est devenue la règle en géopolitique.

### **Trouver des solutions pratiques pour enfin mettre en œuvre l'accord de Paris**

Jamais dans l'histoire de l'humanité une conférence internationale n'avait eu pour objet la sortie des énergies fossiles. En rassemblant plus de 50 États, mais aussi des entreprises, des scientifiques et une société civile engagée, la conférence de Santa Marta a marqué un tournant, d'autant qu'étaient présents dans la salle aussi bien des pays fortement importateurs que des pays producteurs comme la Norvège, le Canada ou encore le Nigeria. Cette conférence illustre aussi une nouvelle dynamique du multilatéralisme climatique. Alors que les COP restent centrées sur la genèse de décisions adoptées au consensus, la conférence de Santa Marta marque l'entrée dans une nouvelle ère du régime climatique,

où le plurilatéralisme vient utilement compléter un multilatéralisme en quête d'un nouveau souffle. Elle a permis un dialogue original, centré sur la recherche de solutions opérationnelles à des problèmes communs, tout en s'inscrivant dans une logique de soutien à l'accord de Paris. La conférence a fait ressortir plusieurs axes de travail et grands principes, qui vont nous mobiliser au cours des prochains mois.

### *Planifier*

La première grande ligne de consensus que l'on retrouve dans les travaux de Santa Marta, c'est la nécessité de planifier sur le long terme la transition. Ce qui peut sembler une évidence en France ne l'est pas partout. La bonne coordination des politiques climatiques, énergétiques, mais aussi économiques et industrielles apparaît en effet indispensable pour des décisions qui structurent nos systèmes énergétiques sur plusieurs dizaines d'années. Quelle que soit la nature des infrastructures énergétiques, les décisions que nous prendrons dans la décennie à venir auront encore des effets au début du siècle prochain. Concrètement, cela débouche sur un axe de travail qui recommande aux pays de développer leurs propres feuilles de route nationales (ou régionales) de sortie des énergies fossiles, visant à mettre en pratique les objectifs pris dans les contributions déterminées au niveau national, tous les 5 ans, dans le cadre de l'accord de Paris. Ces feuilles de route ont pour objectif non seulement de décrire les principaux choix et options technologiques mobilisés, mais aussi d'encourager la politique d'investissement et de mobiliser les investisseurs. Car si la transition énergétique nécessite l'expression d'une vision politique de long terme, son financement repose largement sur la mobilisation de ressources privées. Il pourra s'appuyer sur un travail scientifique précis, puisqu'une commission d'experts a été missionnée pour documenter et accompagner les transitions.

### *Réguler*

Le deuxième axe, celui de la réduction des dépendances économiques aux énergies fossiles, a permis de rappeler que sur la planète, 80 % des

pays sont des importateurs nets d'hydrocarbures. Cette dépendance réduit fortement les capacités d'investissement des États, des ménages et des entreprises, et crée des risques importants d'actifs échoués. Cela sans compter les subventions aux énergies fossiles, largement discutées lors de la conférence de Santa Marta, et qui mobilisent chaque année entre 700 et 1 000 milliards de dollars, selon les chiffres du FMI et de l'OCDE. Les effets délétères de ces subventions sont connus et largement documentés : non seulement elles ne créent que peu de valeur localement, mais dans la durée, elles renforcent les dépendances. Pour les États les plus pauvres, les subventions directes à la consommation, pour les transports ou pour la cuisson, représentent une malédiction fiscale et budgétaire, un véritable cercle vicieux qui ne crée pas réellement de valeur locale et réduit les capacités d'investissement. À travers des initiatives comme COFFIS (Coalition on Phasing Out Fossil Fuel Incentives Including Subsidies), ou encore des outils comme le « budget vert » développé en France pour qualifier les dépenses publiques favorables et défavorables à l'environnement, le sujet des subventions aux énergies fossiles a trouvé un nouveau souffle, engageant les participants à mieux organiser la transparence sur ce sujet, et à réorienter progressivement leurs financements.

### *Investir*

Le troisième axe, centré sur l'organisation de l'offre à la demande, a mis en avant l'importance de penser une planification de long terme, permettant de « développer le vert avant de fermer le brun », c'est-à-dire de sécuriser une offre énergétique décarbonée suffisante avant de pouvoir engager la fermeture progressive des unités énergétiques produisant ou consommant des énergies fossiles. Derrière cette question se retrouve l'enjeu des financements de la transition. De nombreux pays en développement présents à Santa Marta ont rappelé leurs difficultés actuelles à mobiliser des ressources financières permettant d'investir dans la transition énergétique, pour des projets qui sont très souvent fortement capitalistiques. Les participants venus du continent africain, mais aussi des petits États insulaires en développement, ont mentionné leurs difficultés à financer

## 10 leçons de la conférence de Santa Marta : le début de la fin des énergies fossiles ?

les projets d'énergies renouvelables, rappelant par exemple que malgré son potentiel gigantesque pour ces énergies, l'Afrique n'attirait aujourd'hui qu'environ 2 % des investissements mondiaux dans les énergies renouvelables. Pour lever ces verrous à l'investissement, les annonces du sommet Africa Forward, développant les garanties et les outils de *derisking* des projets notamment d'infrastructures, seront aussi à l'ordre du jour à l'occasion de la présidence française du G7.

### Repenser le dialogue avec les pays producteurs et exportateurs d'hydrocarbures

De l'autre côté, plusieurs pays producteurs, à commencer par la Colombie, ont soulevé une question difficile : celle des producteurs et exportateurs de ressources fossiles, qu'il s'agisse de pétrole, de gaz ou de charbon. Santa Marta a d'ailleurs longtemps été un port destiné aux exportations de charbon colombiennes, vers l'Europe mais aussi vers les Caraïbes. Alors que la transition énergétique va conduire à réduire la consommation d'énergies fossiles, les pays exportateurs, pour lesquels les énergies fossiles représentent souvent une source de revenus non négligeable, doivent trouver d'autres perspectives économiques.

Cette question n'est pas nouvelle, elle avait par exemple été posée par l'Équateur il y a une dizaine d'années, à l'occasion de la découverte d'importants gisements de pétrole dans la forêt tropicale. Le gouvernement s'était alors tourné vers la communauté internationale, proposant de laisser les ressources inexploitées, préservant la biodiversité, en contrepartie d'un financement de la communauté internationale, compensant en partie la valeur des ressources non exportées. Cette idée novatrice, mais empreinte d'un fort aléa moral, n'a pas prospéré.

De son côté, le régime climatique permet d'organiser une partie des débats sur le sujet. Sous l'item de ce qu'on appelle dans le jargon climatique les « mesures de riposte », les États peuvent discuter des conséquences des mesures prises pour lutter contre le changement climatique, et notamment des enjeux de diversification

économique. C'est sans doute dans ce champ que résident les principales réponses aux questions soulevées par les pays producteurs. Alors que, dans un monde qui respecte l'accord de Paris, les dernières gouttes d'hydrocarbures seront probablement extraites dans les pays où elles sont le moins coûteuses à produire, la transition énergétique va conduire à augmenter fortement la demande pour des molécules décarbonées : hydrogène pour l'industrie et certaines centrales électriques en remplacement du gaz, e-fuels et biocarburants pour certains secteurs non « électrifiables » à moyen terme comme les transports aériens et maritimes. De nouveaux marchés de commodités émergent et se développent rapidement. Pour tous les pays disposant de ressources énergétiques décarbonées, c'est une opportunité de dégager des revenus différents de ceux liés aux énergies fossiles.

### Le charbon, gagnant silencieux de la crise actuelle ?

La conférence de Santa Marta a finalement peu évoqué la question du charbon, dont la croissance actuelle reste la principale menace qui pèse sur nos objectifs climatiques. Et même si les énergies renouvelables devançant désormais le charbon tant sur les investissements que sur les nouvelles puissances installées, le nombre de centrales en cours de construction dans le monde pose la question des moyens accordés à une sortie accélérée du charbon. Le contexte de crise, qui conduit de nombreux pays, en particulier en Asie du Sud-Est, à considérer le charbon comme un filet de sécurité indispensable dans les montagnes russes de la géopolitique énergétique, explique sans doute pourquoi ce sujet a été finalement débattu. Pour la France, qui s'est engagée dans les partenariats pour une transition énergétique juste (*Just Energy Transition Partnership*, JETP) avec plusieurs pays comme l'Indonésie, l'Afrique du Sud et le Vietnam, et qui copréside avec l'Indonésie une commission pour une transition accélérée du charbon (*Coal Transition Accelerator*, CTA), visant à trouver des solutions innovantes pour permettre le décommissionnement accéléré des centrales à charbon, cette question reste centrale. Elle devra, dans les prochaines années, trouver

des réponses concrètes, pour nourrir notamment le prochain bilan mondial de l'accord de Paris, en 2028 (COP33).

### **La Chine : *electro-state* ou *coal-state*?**

Dans ce monde en crise énergétique, la Chine reste étonnamment discrète. Si elle n'a rien fait à la COP30 pour ralentir les débats sur la sortie progressive des fossiles, elle n'a pas non plus cherché à encourager cette dynamique, pourtant profondément alignée avec la politique industrielle qu'elle mène depuis désormais plus de 10 ans. Devenu le pays qui produit l'immense majorité des voitures électriques, des batteries, des panneaux solaires, dans des usines alimentées par un mix électrique largement dominé par le charbon, la Chine sera l'un des grands gagnants du processus de sortie progressive des énergies fossiles, car elle maîtrise, voire domine, l'immense majorité des chaînes de valeur. Mais la Chine est aussi le pays qui installe aujourd'hui le plus de charbon sur la planète, à contre-courant de tous les scénarios climatiques de respect de l'accord de Paris.

Membre associé à l'AIE, peu vocale pendant la COP30, la Chine n'en déroule pas moins un agenda très structuré de sortie progressive des énergies fossiles. Par exemple, le développement massif de la voiture électrique rend quasi certain désormais le fait que la Chine est en passe d'atteindre rapidement, peut-être en avance, son objectif de pic de consommation de pétrole.

### **Conclusion : la COP31 sera électrique**

La COP31, qui se tiendra à Antalya, sera une COP électrique. La crise énergétique actuelle le rappelle avec force : les énergies fossiles sont synonymes de volatilité, de dépendance et d'instabilité. À l'inverse, l'électrification des usages permet de mieux protéger le pouvoir d'achat et la compétitivité des entreprises des chocs sur les prix des énergies fossiles, tout en accélérant la décarbonation et le développement de nos économies. Mais l'électrification ne fait pas tout. Les énergies fossiles continuent aujourd'hui de représenter 60 % de la production mondiale

d'électricité, et sans action résolue, suffiront à elles seules à dépasser rapidement le seuil de 1,5 °C de réchauffement. Les premiers rendez-vous de l'année pour les ministres du climat, qu'il s'agisse du dialogue de Petersberg (avril, en Allemagne), ou encore de la réunion de Copenhague sur le climat (mai, au Danemark), ont permis de dégager un large consensus sur le principe de faire des enjeux d'électrification un point central des débats à Antalya, pour la COP31, en particulier dans l'agenda de l'action. Les présidences turque et australienne ont d'ores et déjà annoncé vouloir travailler dans ce sens, par exemple en organisant des initiatives sur le développement des réseaux électriques, du stockage de l'énergie ou encore de l'électrification de certains usages, par exemple dans le domaine des transports. Les agences internationales, comme l'AIE et l'IRENA, et le système des Nations unies sont en train de se mettre en ordre de marche pour concrétiser ce large appétit pour le développement de l'électricité, qui était à ce stade un sujet peu évoqué dans les négociations internationales.

Avec une approche qui mobilise à la fois les États dans le cadre des négociations officielles, préparant le prochain bilan mondial — qui en 2028 à la COP33 devra guider la communauté internationale sur un chemin permettant d'atteindre enfin les objectifs de température de l'accord de Paris —, mais aussi dans le cadre de «l'agenda de l'action», qui rassemble les États et l'ensemble des parties prenantes — qu'il s'agisse de la société civile, des entreprises, des investisseurs ou encore des autorités locales — pour développer des coalitions opérationnelles, cette COP pourrait enfin représenter le nouveau visage du régime climatique. 10 ans après l'adoption de l'accord de Paris, ce dernier cherche en effet un nouveau souffle, plus centré sur la mise en œuvre et l'atteinte de résultats que sur la fixation de grandes règles internationales qui, à elles seules, ne suffisent pas pour répondre au défi climatique.

## 10 leçons de la conférence de Santa Marta : le début de la fin des énergies fossiles ?

### NOTES

1. Le texte prévoit toutefois une exception pour les centrales équipées d'un dispositif de capture du CO<sub>2</sub>, en se concentrant donc sur le « *unabated coal power* ».

2. Paradoxalement, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 1992 mentionne les énergies fossiles, mais uniquement sous l'angle de l'impact des politiques climatiques sur l'économie des pays producteurs.

### BIOGRAPHIE

**BENOIT FARACO** est un expert français en politiques environnementales et climatiques. Il a été nommé ambassadeur chargé des négociations climatiques, des énergies décarbonées et pour la prévention des risques climatiques en juin 2025. Auparavant, il a été conseiller du président de la République sur l'énergie, l'environnement, les transports et l'agriculture pendant 5 ans, contribuant sans relâche à la traduction concrète de l'accord de Paris. Il a commencé sa carrière dans les associations de protection de l'environnement, participant notamment au Grenelle de l'environnement en 2007 et 2008, avant de rejoindre le Quai d'Orsay en 2012 pour préparer la COP21 et l'accord de Paris, ainsi que participer aux négociations relatives aux objectifs de développement durable. En 2016, il a également contribué à la création du bureau français de la Fondation européenne pour le climat, avant de revenir au ministère de la Transition écologique en 2017, en tant que conseiller spécial auprès du ministre, chargé notamment de l'élaboration du plan climat de la France.